

ARRÊTÉ

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024
Installations classées pour la protection de l'environnement
SAS MERSEN FRANCE AMIENS à AMIENS**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif au 1^{er} alinéa du A de l'article 66 qui précise que : « A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] » ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié délivré le 13 juillet 2001 à la SA LE CARBONE LORRAINE pour l'exploitation de ses installations au 10, Avenue Roger Dumoulin à AMIENS (80080) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2021 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 mettant en demeure la SAS MERSEN FRANCE AMIENS de respecter les dispositions du 1^{er} alinéa du A de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2026 portant délégation de signature à M. Gaëtan COUPLET, chef du service de coordination des politiques interministérielles ;

Vu le donner acte de changement de dénomination sociale du 16 septembre 2010 de la SA CARBONE LORRAINE en MERSEN ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 24 février 2026 transmis à l'exploitant par courriel du 9 avril 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la SAS MERSEN FRANCE AMIENS a été mise en demeure, le 21 octobre 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par le 1^{er} alinéa du A de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité qui prévoit que « A. – *les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]* » ;

3. au cours de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024 ;

4. compte tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024 délivré à la SAS MERSEN FRANCE AMIENS pour les installations qu'elle exploite au 10, Avenue Roger Dumoulin à AMIENS (80080) sont abrogées.

ARTICLE 2. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS) dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS MERSEN FRANCE AMIENS.

Amiens, le 16 AVR. 2026

Pour le préfet, et par délégation,
le chef de service,



Gaëtan COUPLET